

Déclaration de protection des données des programmes en ligne de GAIA

La protection des données revêt une importance toute particulière pour la direction. Si le traitement des données à caractère personnel s'avère nécessaire, et aucune base juridique n'existe pour ce traitement, nous recueillons en général le consentement de la personne concernée.

Le traitement de données à caractère personnel s'effectue toujours en conformité avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD), et en concordance avec la Loi fédérale allemande sur la protection des données et – si applicable -, avec le « Health Insurance Portability and Accountability Act (HIPAA) ». Sur la base de cette déclaration de conformité, notre entreprise souhaite informer le public de la nature, de la portée, et des finalités des données à caractère personnel collectées, utilisées et traitées par nous. La présente déclaration de protection des données permet en outre aux personnes concernées d'être informées sur les droits qui leur sont accordés.

En tant que responsable du traitement, nous avons mis en œuvre plusieurs mesures techniques et organisationnelles afin de garantir au mieux la protection des données à caractère personnel traitées.

Nom et adresse du responsable du traitement

Le responsable du traitement, au sens du Règlement général sur la protection des données, d'autres lois particulières sur la protection des données applicables au sein des États membres de l'Union européenne, ainsi que d'autres dispositions relevant du droit de la protection des données, telles que l'HIPAA, est la société :

GAIA AG
Hans-Henny-Jahnn-Weg 53
22085 Hambourg, Allemagne

Contact du délégué à la protection des données : privacy@gaia-group.com

Cookies

Nous n'utilisons pas les cookies.

Saisie de données et d'informations générales

La page internet saisit à chaque consultation de la part d'une personne concernée ou d'un système automatisé une série de données et d'informations générales. Ces données et informations générales sont temporairement enregistrées dans les fichiers journaux du serveur. Peuvent être saisis : les (1) types de navigateurs et versions utilisés, (2) le système d'exploitation de l'ordinateur ou de l'appareil utilisé, (3) la page internet par laquelle l'ordinateur ou le système utilisé est arrivé sur notre site internet (« référent »), (4) les sous-sites internet, pilotés sur notre site internet au moyen de l'ordinateur ou de l'appareil utilisé, (5) la date et l'heure d'accès à la page internet, (6) une adresse du protocole internet (adresse IP) et (7) d'autres données et informations similaires servant à protéger contre tout risque en cas d'attaques sur nos systèmes informatiques.

L'utilisation de ces données et informations générales ne permet pas de former des hypothèses sur la personne concernée. Au contraire, nous avons besoin de ces informations pour (1) livrer correctement des contenus de notre site internet, (2) pour optimiser les contenus de notre site internet, (3) garantir le fonctionnement permanent de nos systèmes informatiques et des dispositifs technologies de notre site internet, ainsi que (4) pour fournir aux autorités judiciaires les informations nécessaires à des fins de poursuite pénale en cas de cyberattaque.

Inscription sur notre site internet

La personne concernée a la possibilité de s'inscrire sur notre site Internet en indiquant des données à caractère personnel. Lors de l'inscription pour notre programme en ligne, les données obligatoires pour l'inscription (adresse e-mail, mot de passe, titre de civilité et sexe), ainsi que des données facultatives (par exemple le numéro de téléphone portable, l'année de naissance) sont collectées et enregistrées. L'ensemble des informations est uniquement utilisé pour pouvoir réaliser toutes les actions en lien avec l'usage de ce programme en ligne. Les données collectées peuvent être rendues anonymes à des fins de recherche.

Le responsable du traitement peut confier le transfert des données à caractère personnel à un ou plusieurs sous-traitants qui les utilisent exclusivement au sein de l'entreprise pour le compte duquel il exerce, en tant que responsable du traitement.

Effacement et verrouillage systématique des données à caractère personnel

Le responsable du traitement ne collecte et n'enregistre les données à caractère personnel de la personne concernée que pendant la durée nécessaire pour répondre aux fins de conservation ou à condition que cela ait été prévu dans les directives et règlements européens ou dans le droit et les dispositions des États membres ou d'un autre législateur, auquel le responsable du traitement est soumis.

Lorsque les finalités de conservation ne s'appliquent pas, ou en cas d'expiration d'une durée de conservation, définie par une directive ou un règlement européen ou par toute autre disposition d'un législateur compétent, les données à caractère personnel seront systématiquement bloquées et effacées, conformément aux prescriptions légales.

Droits de la personne concernée

a) Droit de confirmation

Chaque personne concernée a le droit légitime, conféré au sens des directives et règlements européens à cet égard, d'obtenir du responsable du traitement la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées.

b) Droit d'accès

Chaque personne concernée par le traitement des données à caractère personnel a le droit légitime, conféré au sens des directives et règlements européens à cet égard, d'obtenir à tout moment et gratuitement du responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel la concernant faisant l'objet d'un traitement ou une copie de celles-ci.

La personne concernée détient en outre un droit d'accès pour savoir si des données à caractère personnel ont été transférées vers un pays tiers ou une organisation internationale. Lorsqu'elles le sont, la personne concernée a également le droit d'obtenir l'accès aux documents attestant de l'existence de garanties appropriées en lien avec ce transfert.

En outre, la personne concernée dispose d'un droit de recours devant une autorité de surveillance.

c) Droit de rectification

Chaque personne concernée par le traitement de données à caractère personnel a le droit légitime, conféré au sens des directives et règlements européens à cet égard, d'obtenir dans les meilleurs délais, la rectification des données à caractère personnel la concernant qui sont inexactes. Compte tenu des finalités du traitement, la personne concernée a le droit d'obtenir que les données à

caractère personnel incomplètes soient complétées, y compris en fournissant une déclaration complémentaire.

d) Droit à l'effacement (« droit à l'oubli »)

Chaque personne concernée par le traitement de données à caractère personnel a le droit légitime, conféré au sens des directives et règlements européens à cet égard, d'obtenir du responsable du traitement l'effacement, dans les meilleurs délais, de données à caractère personnel la concernant, lorsque l'un des motifs suivants s'applique et lorsque le traitement n'est pas nécessaire :

- Les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière.
- La personne concernée retire le consentement sur lequel est fondé le traitement, conformément à l'article 6, paragraphe 1, point a), ou à l'article 9, paragraphe 2, point a) du RGPD, et il n'existe pas d'autre fondement juridique pour le traitement.
- La personne concernée s'oppose au traitement en vertu de l'article 21, paragraphe 1 du RGPD, et il n'existe pas de motif légitime impérieux pour le traitement, ou la personne concernée s'oppose au traitement en vertu de l'article 21, paragraphe 2 du RGPD.
- Les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite.
- Les données à caractère personnel doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union ou par le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis.
- Les données à caractère personnel ont été collectées dans le cadre de l'offre de services de la société de l'information visée à l'article 8, paragraphe 1 du RGPD.

e) Droit à la limitation du traitement

Chaque personne concernée par le traitement de données à caractère personnel a le droit légitime, conféré au sens des directives et règlements européens à cet égard, d'obtenir du responsable du traitement la limitation du traitement lorsque l'un des éléments suivants s'applique :

- L'exactitude des données à caractère personnel est contestée par la personne concernée pendant une durée permettant au responsable du traitement de vérifier l'exactitude des données à caractère personnel.
- Le traitement est illicite et la personne concernée s'oppose à leur effacement et exige, à la place, la limitation de leur utilisation.
- Le responsable du traitement n'a plus besoin des données à caractère personnel aux fins du traitement, mais la personne concernée en a besoin pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.
- La personne concernée s'est opposée au traitement en vertu de l'article 21, paragraphe 1 du RGPD, pendant la vérification portant sur le point de savoir si les motifs légitimes poursuivis par le responsable du traitement prévalent sur ceux de la personne concernée.

f) Droit à la portabilité des données

Chaque personne concernée par le traitement de données à caractère personnel a le droit légitime, conféré au sens des directives et règlements européens à cet égard, de recevoir les données à caractère personnel la concernant qu'elle a fournies à un responsable du traitement, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine.

g) Droit d'opposition

Chaque personne concernée par le traitement des données à caractère personnel a le droit légitime, conféré au sens des directives et règlements européens à cet égard, de s'opposer à tout

moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel la concernant fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point e) ou f) du RGPD.

Nous ne traitons plus les données à caractère personnel, en cas de droit d'opposition, à moins que nous démontrions qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts, les droits et les libertés de la personne concernée ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

h) Décision individuelle automatisée, y compris le profilage

Chaque personne concernée par le traitement de données à caractère personnel a le droit légitime, conféré au sens des directives et règlements européens à cet égard, de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative de façon similaire. Cette disposition ne s'applique pas si cette décision (1) est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat entre la personne concernée et un responsable du traitement ; ou (2) celle-ci est autorisée par le droit de l'Union ou le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis et qui prévoit également des mesures appropriées pour la sauvegarde des droits et libertés et des intérêts légitimes de la personne concernée; ou (3) celle-ci est fondée sur le consentement explicite de la personne concernée.

i) Droit de retirer un consentement relevant du droit de protection des données

Chaque personne concernée par le traitement de données à caractère personnel a le droit légitime, conféré au sens des directives et règlements européens à cet égard, de retirer son consentement à tout moment concernant le traitement des données à caractère personnel.

Études

Lorsque vous avez obtenu votre code d'accès dans le cadre d'une étude scientifique et lorsque vous avez validé votre déclaration de consentement portant sur cette étude, vous permettez à votre équipe responsable de l'étude en question, de procéder à un transfert de données « pseudonymisées », ainsi qu'à d'autres partenaires, évaluant l'intérêt du programme. La conservation des données s'applique en conformité avec les dispositions légales en matière de protection des données.

Partenaires commerciaux

Lorsque l'accès à ce produit vous a été proposé par un partenaire commercial ou par un tiers, ces derniers n'ont, à aucun moment, le droit de consulter ou d'obtenir l'accès à vos données. Ce principe ne s'applique pas lorsque l'assistance clientèle traitant les demandes des utilisateurs (First Level Support) est prise en charge par le partenaire commercial.

Au cas où le First Level Support ne serait pas mis à disposition directement par GAIA dans des cas exceptionnels, vous trouverez d'autres informations au chapitre 4 des Conditions Générales de Vente.

Base juridique du traitement

Lorsque le traitement de données à caractère personnel est nécessaire à l'exécution d'un contrat duquel la personne concernée est partie, comme c'est le cas notamment, pour les opérations de traitement, nécessaires pour une livraison de biens, ou la fourniture d'une prestation ou contre-prestation particulière, le traitement au sens de l'article 6 I, point b) du RGPD ainsi que de la réglementation correspondante dans l'HIPAA s'applique.

Cette disposition s'applique notamment pour nous puisque l'utilisateur s'engage, par le biais de son inscription, à accepter nos conditions d'utilisation (CG).

Durée de conservation des données à caractère personnel

Le critère relatif à la durée de conservation des données à caractère personnel correspond au délai de conservation légal. A l'expiration de ce délai, les données concernées sont systématiquement effacées dans la mesure où elles ne sont plus nécessaires pour l'exécution du contrat ou la préparation du contrat.

Existence d'une prise de décision automatisée

En tant que société consciente de ses responsabilités, nous nous engageons à renoncer à toute prise de décision automatisée ou à tout profilage.

06.04.2020